

ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Réalisation de diagnostics de terrain dans le cadre de la
construction d'établissements pénitentiaires**

**Etablissements pénitentiaires de petite capacité et de grande
capacité**

**En France métropolitaine (Lot N°1) et dans les DROM-COM (Lot
N°2)**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Sommaire

ARTICLE 1 : PRESENTATION GENERALE	4
ARTICLE 2 : CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2 Territoire d'étude.....	5
ARTICLE 3 : ELEMENTS DE RENDU ET PILOTAGE DES MISSIONS.....	5
3.1. Documents remis au titulaire par le pouvoir adjudicateur	5
3.2. Documents à fournir par le titulaire pour chaque mission et pour chaque site étudié	5
3.3. Pilotage et déroulement des missions.....	6
ARTICLE 4 : PREMIERE PARTIE – RECUEIL DES DONNEES.....	7
Mission M1 – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité pour la construction d'un établissement pénitentiaire de grande capacité	7
Mission M1bis – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité pour la construction d'un établissement pénitentiaire de petite capacité	7
4.1. Préambule	7
4.1.1. Phase 01	8
4.1.2. Phase 02.....	8
4.1.3. Phase 03.....	8
4.2. Documents à remettre.....	8
4.3. Contenu du dossier:.....	9 10
4.3.1. Données relatives à l'environnement socio-économique.....	9 10
4.3.2. Données foncières :	10
4.3.3. Données relatives aux caractéristiques physiques :	10 11
4.3.4. Données relatives aux VRD – Voieries et réseaux divers :	11
4.3.5. Données relatives à l'environnement du site.....	11 12
4.3.6. Données relatives à l'identification des risques:	12 13
4.3.7. Données relatives aux procédures administratives à mettre en œuvre.....	13 14
ARTICLE 5 : SECONDE PARTIE – DOSSIER DE SITE, ETUDES DIVERSES ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	14 15
5.1. MISSION M2 – Etude d'exposition au bruit	14 15
5.2. MISSION M3 – Etude de pollution lumineuse générée par le futur établissement	15
5.3. MISSION M4 – Etude des besoins en réseaux et viabilisation du site	15
5.4. MISSION M5 – Etude de la qualité de l'air	16
5.5. MISSION M6 – Etude de trafic routier.....	16 17
5.6. MISSION M7 – Elaboration du dossier de site.....	17
5.6.1. Objet de la mission.....	17
5.6.2. Documents à remettre.....	17
5.6.2.1. Recueil de données complémentaires et élaboration du sommaire du dossier de site	17
5.6.2.2. Mise en forme du dossier de site.....	19
5.7. MISSION M8 – Prestation complémentaire.....	19

ARTICLE 1 : PRESENTATION GENERALE

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) est un établissement public administratif spécialisé, placé sous tutelle du ministère de la Justice, qui lui confie la conception et la construction des grands projets immobiliers relevant des différentes directions du ministère (services judiciaires, administration pénitentiaire, ...).

L'APIJ est mandatée par le ministère, comme maître d'ouvrage de plein exercice, agissant au nom et pour le compte de l'Etat, en vue de la réalisation de nouveaux projets pénitentiaires.

La réalisation des établissements pénitentiaires implique une phase préalable de prospection foncière. Cette prospection (conduite par l'APIJ et les services de l'Etat) permet d'aboutir à l'identification d'un ou plusieurs sites pour une même localisation.

L'APIJ, après avoir validé l'opportunité de réaliser un établissement pénitentiaire sur un de ces sites, mettra en œuvre, avec l'aide du titulaire, les études foncières et d'urbanisme préliminaires utiles, pour arbitrer la localisation définitive (recueil des données, étude de faisabilité).

ARTICLE 2 : CONTEXTE DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, dénommé ci-après et dans les autres pièces de l'accord-cadre « CCTP », a pour objet un ensemble de prestations visant la réalisation de diagnostics de terrains étudiés et/ou retenus pour la construction d'établissements pénitentiaires de petite et grande capacité.

Les établissements pénitentiaires de grande capacité : capacité d'hébergement supérieure ou égale à 200 places

Les établissements pénitentiaires de petite capacité : capacité d'hébergement strictement inférieure à 200 places

Le présent marché pourra concerner, à titre indicatif, environ trois sites alternatifs par secteur géographique, au lancement de la mission M1. Ces différents sites pourront être proches les uns des autres, sur la même commune ou sur des communes voisines.

La localisation précise des projets et leurs principales caractéristiques seront décrites dans les documents annexés aux premiers bons de commande qui prescriront l'exécution de la mission M1.

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) décrit 7 types de missions qui peuvent être commandées au titulaire. Ces missions recouvrent plusieurs étapes dans l'avancement du projet :

- 1ère partie – Mission M1 - Recueil des données : état des lieux du site sur les plans urbain, socio-économique, environnemental, paysager ..., analyse des informations recueillies, synthèse des contraintes et définition des procédures administratives et environnementales à mettre en œuvre
- 2ème partie – Missions M2 à M6 - Constitution du dossier de site, réalisation d'études diverses (exposition acoustique, contraintes paysagères, pollution lumineuse subie et générée, raccordement aux réseaux) et prestation(s) complémentaire(s) d'étude(s).

2.2 Territoire d'étude

Les sites étudiés seront situés sur la France métropolitaine (objet du lot N°1) et les DROM-COM (départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer) (objet du lot N°2).

Le contenu du présent CCTP s'applique de façon identique aux deux lots.

2.3 Caractéristiques du projet pénitentiaire

Les caractéristiques du projet seront communiquées au titulaire lors de la notification du marché subséquent correspondant à un site. Ces caractéristiques sont réunies dans un cahier des charges. Des exemples de cahiers des charges sont joints au dossier de consultation.

ARTICLE 3 : ELEMENTS DE RENDU ET PILOTAGE DES MISSIONS

3.1. Documents remis au titulaire par le pouvoir adjudicateur

L'APIJ remettra au titulaire l'ensemble des documents en sa possession et relatifs au site concerné et à la programmation fonctionnelle et technique d'un établissement pénitentiaire. Le titulaire se procurera tous les documents complémentaires nécessaires à la bonne exécution de sa mission : recensement INSEE, projet d'aménagement municipal, documents d'urbanisme, supports cartographiques, ...etc.

3.2. Documents à fournir par le titulaire pour chaque mission et pour chaque site étudié

Sauf précision spécifique dans le descriptif propre à chaque mission, les documents à produire pour chacune des missions seront remis selon les prescriptions suivantes :

- Les versions intermédiaires remises au pouvoir adjudicateur seront obligatoirement éditées « avec suivi de modifications » permettant d'identifier rapidement les modifications apportées.
- Les documents seront tous indexés et datés.
- Les versions intermédiaires et la version finale des dossiers seront remises sous format informatique, lisibles sur une configuration informatique et des logiciels courants (document aux formats .doc et .pdf , les plans et photos seront sous format jpg). Chaque fichier devra impérativement faire l'objet d'une numérotation et d'un classement.

La mise en forme du texte ainsi que les sommaires devront être les mêmes pour les différents types de dossiers à fournir et ce quel que soit la mission concernée. La mise en forme des dossiers sera préalablement validée par le maître d'ouvrage. En effet, il est essentiel que la lisibilité par un public non initié soit particulièrement recherchée et favorisée.

Au fur et à mesure de leur recueil, le titulaire remettra au maître d'ouvrage l'ensemble des documents originaux et/ou copie recueillis au cours de la prestation (courriers, lettres, photos aériennes des sites, plans cadastraux, matrices cadastrales et états parcellaires, PLU, plans de servitudes, cartes, itinéraires et horaires des transports en commun, ...). Il est impératif que les

documents (documents d'urbanisme et d'identification des parcelles notamment) soient collectés de la façon la plus globale possible et non limités à des extraits partiels.

3.3. Pilotage et déroulement des missions

Les études se dérouleront sous l'égide d'un **comité de suivi** composé de représentant(s) du maître d'ouvrage, qui s'adjoindra au besoin les services de personnes compétentes. Il se réunira toutes les 2 semaines en principe et en tant que de besoin selon le stade d'avancement des études.

- Chacune des missions nécessite de **rencontrer au besoin les acteurs locaux** (collectivités, agences d'urbanisme, opérateurs fonciers, services de l'Etat, concessionnaires ...etc.). Le titulaire participera à toutes les réunions qu'il juge nécessaire et/ou auxquelles le maître d'ouvrage l'aura convoqué. Un recours à la visioconférence pourra être envisagé à titre exceptionnel, mais les échanges en présentiels devront être favorisés pour le lot 1.
- Les **visites du site** sont un moyen prépondérant dans l'accomplissement des missions objets du présent accord-cadre (topographie, aménagements et équipements urbains, espaces verts, paysage, utilisation des sols, patrimoine, stationnement au voisinage etc.). Le titulaire en prévoira en conséquence et indiquera une méthodologie optimale pour le recueil simultané de données multiples. Pour le lot 2, les visites de site devront être mutualisées au maximum.
- Concernant l'utilisation et la production des **outils cartographiques** :
 - Le titulaire mettra au point un **fond de plan unique et informatisé de couleur claire**, sur lequel les différents renseignements pourront être reportés. Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur la nécessaire lisibilité des documents. Une échelle et un format appropriés seront proposés dès le début des études et devront être validés par le maître d'ouvrage.
 - La **présentation et la traduction cartographique des données obtenues auprès d'autres services** que ceux du maître d'ouvrage devront recueillir l'accord préalable desdits services. Il appartient au titulaire de l'obtenir le plus tôt possible. La validation du maître d'ouvrage ne tient pas lieu de validation de ces données mais uniquement de la cohérence de leur mise en forme.
 - Dans la **phase d'analyse des données, comme dans la phase de restitution, le croisement entre les données récoltées** (environnementales géographiques, réglementaires, administratives ...) doit permettre de mieux appréhender leurs incidences, positives comme négatives, et de les localiser. Cela suppose donc de travailler à partir d'une représentation cartographique de ces éléments et de produire un certain nombre de cartes. Certaines d'entre elles seront des outils de travail, qui n'auront pas toutes, vocation à figurer dans la restitution finale. Le titulaire portera une attention particulière :
 - aux **échelles de travail** (superposition de données d'échelles et de niveaux de précision comparable...etc.);
 - aux **interprétations** auxquelles pourrait conduire la cartographie (erreur d'interprétation, approximation, analyse des incidences amont et aval des éléments représentés ...)

Les **représentations cartographiques** intégrées aux différentes parties de l'étude (état initial, analyse des incidences...) doivent en faciliter la compréhension et l'appropriation. Elles doivent pour cela être simples et lisibles. Elles peuvent aussi constituer de véritables outils pour la concertation du public. Les représentations cartographiques, plus ou moins schématiques ou simplifiées, sont indispensables pour **expliquer et débattre de différents scénarios envisagés**.

- **Format des documents** : Sur demande du maître d'ouvrage, chaque document graphique produit par le titulaire devra être mis à disposition, en complément du document original, sous la forme de document .PDF, lisible et exploitable. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur

se réserve le droit de demander au titulaire la production d'un document .PPT à des fins de présentation dans divers contextes (instances locales, réunions publiques...).

- **Liste de contacts :** Pour chaque sujet traité (concessionnaires, archéologie, secours incendie, environnement du site, risques etc. ...) et pour chaque problématique identifiée, et ce quel que soit le stade d'avancement des études, le titulaire mettra en œuvre l'ensemble des démarches lui permettant d'identifier la personne et/ou la structure nationale et/ou locale pouvant être en position d'instruire et d'arbitrer les conditions d'implantations du futur projet. Les contacts directs devront préalablement avoir été autorisés par le maître d'ouvrage en relation avec le comité de suivi. Une liste nominative de contact sera tenue à jour par le titulaire.
- Le titulaire alertera le maître d'ouvrage sur toutes les **études spécifiques à mettre en œuvre** pour affiner l'analyse d'une problématique identifiée. Si cette étude devait nécessiter une compétence particulière, non couverte par le présent accord-cadre, le titulaire assistera le maître d'ouvrage dans la procédure de consultation (rédaction du cahier des charges technique) d'un spécialiste ad hoc (essais d'infiltration, diagnostic pyrotechnique, diagnostic archéologique, sondages géotechniques, dépollution, ...etc.)
- Le titulaire fournira systématiquement au maître d'ouvrage et à tous les stades de l'étude une **estimation des coûts d'adaptation au site** pour permettre la réalisation du projet (aménagement et/ou dévoiement des réseaux concessionnaires, modification et/ou création d'accès routier, estimation des terrassements nécessaires en regards des scénarios d'implantation présentés ...) ainsi **qu'une estimation du coût des études spécifiques** (hydrologie, archéologie, pyrotechnie ...) à mettre en œuvre le cas échéant. Ces chiffrages seront calibrés en fonction des conditions spécifiques identifiées in situ.
- Le titulaire tiendra à jour à tous les stades de l'étude, un **calendrier opérationnel théorique** des diagnostics à mener.
- Le titulaire sera mis en relation avec le titulaire d'un autre accord-cadre de l'APIJ, chargé de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour l'obtention des autorisations administrative et d'urbanisme. Ces échanges permettront notamment d'affiner le planning des diagnostics et d'en établir le chemin critique.

ARTICLE 4 : PREMIERE PARTIE – RECUEIL DES DONNEES

Mission M1 – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité pour la construction d'un établissement pénitentiaire de grande capacité

Mission M1bis – Recueil de données et définition des conditions de la faisabilité pour la construction d'un établissement pénitentiaire de petite capacité

4.1. Préambule

A ce stade des études, pour une même localisation géographique, plusieurs sites alternatifs peuvent être étudiés.

Ces sites sont généralement mais pas nécessairement proches les uns des autres, ils peuvent être situés sur la même commune ou sur des communes voisines. De fait, certaines recherches ou analyses peuvent être communes à plusieurs sites si les documents d'urbanisme applicables, par exemple, sont les mêmes.

La mission M1 ou M1bis sera commandée par bons de commandes autant de fois que de sites à étudier.

A compter de la commande par le maître d'ouvrage de la mission M1 ou M1bis, le titulaire doit :

4.1.1. Phase 01

- **Prendre connaissance du dossier** fourni par le maître d'ouvrage tel qu'il a été constitué en phase de recueil interne des données et de l'ensemble des données programmatiques type d'un établissement pénitentiaire (programme fonctionnel et programme technique). Cette prise de connaissance ne dédouane en rien le titulaire de ses objectifs de résultats au vu de la parfaite réalisation de la mission M1 ou M1bis et de l'ensemble des diligences à accomplir à cet effet. L'APIJ ne s'engage en rien sur la nature ou le contenu du dossier préalable ainsi fourni, qui pourra être très sommaire.

4.1.2. Phase 02

- **Recueillir toutes les données complémentaires utiles** à apprécier de façon exhaustive les qualités du site. La liste décrite au point **4.3 – Contenu du dossier** est récapitulée dans un tableau site par site joint en **annexe 01** du présent CCTP. Cette liste est non exhaustive des thèmes à aborder et doit être complétée par le titulaire au regard des spécificités du site étudié.
- **Analyser et caractériser chaque item** décrit au point **4.3 – Contenu du dossier** en termes de contraintes pour la conception, la construction et/ou le fonctionnement du futur établissement et apprécier de fait les conditions de la faisabilité : réhibitoire, très contraignant, amendable par, sans conséquence.
- **Synthétiser les contraintes** en hiérarchisant les problématiques identifiées et en alertant le maître d'ouvrage sur les conséquences opérationnelles (coûts, délais, procédures).
- **Mettre en forme en tant que de besoin l'ensemble des informations sous forme de graphiques** visant à illustrer généreusement les analyses réalisées, les contraintes identifiées, les risques encourus (schémas, coupes, cartographie ...). En particulier, le titulaire fournira une **cartographie de synthèse de toutes les contraintes confondues**.

4.1.3. Phase 03

Remise du dossier final : **un dossier final correspondant à la mission M1 ou M1bis devra être remis pour chaque site étudié.**

4.2. Documents à remettre

- **Le titulaire proposera, au début de la mission, un projet de sommaire qui devra être validé par le maître d'ouvrage.** Cette validation constitue un point d'arrêt préalable au déroulement de la mission. Le projet de sommaire évoluera en tant que de besoin.
- **Le titulaire constituera au fil de l'eau une version intermédiaire du dossier de faisabilité selon les points de vigilance qui auront préalablement été identifiés.** Au regard des spécificités du site, le maître d'ouvrage pourra demander à ce qu'un et/ou l'autre des éléments soient travaillés très en amont, et présentés, dans une version provisoire, au cours de chaque comité de suivi. Les versions intermédiaires seront obligatoirement éditées « avec suivi de modifications » permettant d'identifier rapidement les modifications apportées.
- **Remettre un dossier final de faisabilité pour chaque site comprenant :**
 - **Une note de synthèse de quelques pages présentant et hiérarchisant les problématiques identifiées** et faisant part de l'avis du titulaire au titre de son expertise professionnelle.
 - **Le tableau site par site joint en annexe 02 du présent CCTP**, complété de toutes les informations obtenues en phase de recueil des données
 - **Un tableau récapitulant tous les coûts d'adaptation au site** pour permettre la réalisation du projet (aménagement et/ou dévoiement des réseaux concessionnaires, modification et/ou création d'accès routier, estimation des terrassements nécessaires en regards des scénarios d'implantation présentés, prescriptions programmatiques spécifiques ...) ainsi qu'une estimation du **coût des études spécifiques** (hydrologie, archéologie, pyrotechnie

...) à mettre en œuvre le cas échéant. Ces chiffrages seront calibrés en fonction des conditions spécifiques identifiées in situ.

- Des **scénarios d'implantation du plan masse**: ils devront chacun se superposer graphiquement au plan parcellaire et à la cartographie de synthèse des contraintes
- Une **note définissant les procédures administratives et environnementales** à mettre en œuvre pour la réalisation du projet. Cette note déterminera la commande de l'APIJ à un second AMO titulaire d'un autre accord-cadre, en charge du suivi pour l'obtention des dites procédures.
- Un **dossier photographique** (reportage photographique du site et de ses environs avec repérage des vues et montages photos panoramiques – format A3 et A4 selon les documents)
- Un **dossier cartographique** comprenant toutes cartographies ou représentations graphiques utiles à la bonne compréhension des enjeux décrits.
- L'**ensemble des documents graphiques produits pour la mission 01 seront également remis en version .PDF**. Le titulaire portera une attention particulière à la lisibilité et à la qualité des documents ainsi édités.
- Un **dossier comprenant l'ensemble des documents originaux et/ou copie(s) tels que recueillis par le titulaire**
- La **liste des contacts**

→ Dans l'hypothèse où plusieurs sites alternatifs sont étudiés pour une même localisation géographique (autant de missions M1 ou M1bis commandées que de sites étudiés), remettre un **tableau de synthèse inter-sites** présentant un comparatif de tous les sites étudiés.

Ce document a vocation à devenir un outil de communication synthétique qui met en exergue les points de vigilance propre à chaque site et présente les avantages et inconvénients comparatifs des sites entre eux. Il sera notamment diffusé vers les différentes instances nationales ou locales à qui le dossier doit être présenté pour avis et/ou arbitrage (Direction de l'Administration Pénitentiaire, Elus, préfets ...). Afin de faciliter sa présentation, il sera également édité, dans sa version finale, sous format .PDF.

En conclusion, le titulaire fera part de son avis au titre de son expertise professionnelle. Un modèle de tableau de synthèse inter-sites est joint en **annexe 02** du présent CCTP.

4.3. Contenu du dossier :

4.3.1. Données relatives à l'environnement socio-économique

- **Accessibilité et desserte en transports en commun – TC** : Recensement des moyens d'accès en transport en commun (train, cars, bus ...) avec précisions des horaires et fréquences journalières. En cas d'absence de transports en commun jusqu'au site, le titulaire obtiendra des informations sur la possibilité d'améliorer la desserte.
- **Par défaut, le titulaire alertera le maître d'ouvrage en cas d'éloignement spécifique ou de conditions d'accès exceptionnelles aux équipements et services publics** disponible à proximité du site (juridictions, hôpital, France Travail, ...), aux **partenaires du secteur associatifs ou privés** (missions locales, visiteurs de prisons, commerces, logements...), ou aux **forces de sécurité et de secours** susceptibles d'intervenir sur site (Gendarmerie, Police, Service Départemental d'Incendie et de Secours ...)
 - **Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet en regard des données socio-économiques, et spécifiques au site étudié.**

4.3.2. **Données foncières :**

- **Analyse de la propriété foncière** (nombre, structure, surface et organisation des parcelles, extrait du plan cadastral à jour et daté);
- **Occupation effective du site** (activités, bâti, exploitation, espaces verts ...), démolitions etc... à envisager.
- **Identification des propriétaires** (identification, activité exercée sur la parcelle)+ extrait de la matrice cadastrale par parcelle ;
- **Identification des projets** urbains ou immobiliers en cours ou à venir dans l'environnement du futur établissement
- **Récolte et analyse de tous les documents graphiques et règlement d'urbanisme** qu'ils relèvent de la planification urbaine communale ou supra communale (Chartes des Parcs Naturels Régionaux, Loi Montagne, Loi Littorale, SDRIF, SCOT, PEB, SAGE, POS, PLU, PADD, DOPA, PDU, Trame verte, Trame bleue, ...). Le titulaire vérifiera l'adéquation du projet immobilier avec ces documents d'urbanisme et identifiera en tant que de besoin les évolutions nécessaires permettant d'envisager la construction d'un établissement pénitentiaire ainsi que les conditions administratives de ces modifications (déclaration d'utilité publique, déclaration de projet, révision du PLU ...).
- **Récolte et analyse de toutes les servitudes et de leurs règlements** pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le projet (proximité de voies à grande circulation, périmètres de protection des monuments historiques inscrits ou classés, canalisations de distribution et de transport de gaz, canalisations électriques (lignes HT et THT), carrières souterraines, périmètre de captage d'eau potable... etc.)
 - **Prise en compte des éventuelles évolutions en cours ou en réflexion**
 - **Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet au regard des données foncières, et spécifiques au site étudié.**

4.3.3. **Données relatives aux caractéristiques physiques :**

- **Description du milieu :** réaliser un reportage photographique circonstancié, dont les vues seront référencées sur plan, et mener une analyse bibliographique des données disponibles et utile à l'appréciation de la faisabilité
- **Analyse des caractéristiques topographiques et paysagères** sur un périmètre élargi par rapport au secteur concerné avec identification des points haut et bas, identification du bassin versant et description des lignes de forces du paysage environnant. Présentation de 2 ou 3 profils en long permettant de caractériser les principaux dénivelés, au-delà de la parcelle elle-même.
- **Proposition d'un ou plusieurs découpages parcellaires optimisés** en regard des scénarios d'implantation proposés.
- **Proposition de scénarios d'implantation de plan masse type** au regard de l'analyse de toutes les données recueillies à ce stade (structure des parcelles, spécificité et contraintes liées à l'environnement, possibilité de surplomb sur l'établissement et plus particulièrement de vues plongeantes sur les cours de promenades (*depuis le site ou son environnement proche*) contraintes de non-constructibilité, etc....). Ces scénarios d'implantation comprendront au besoin des insertions topographiques et planimétriques de l'établissement et de ses aménagements extérieurs (élévation, coupes, vues 2D, vues 3D, montages photographiques et repérage des vues etc...)
 - **Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet au regard des données physiques, et spécifiques au site étudié.**

4.3.4. **Données relatives aux VRD – Voieries et réseaux divers :**

- **Connexion au réseau routier principal :** position du site par rapport aux grands axes nationaux et/ou départementaux (kilométrage et temps de parcours). Identification des projets de création de dessertes, à venir ou en cours (nature et délai de réalisation).
 - **Accessibilité et desserte routière de la parcelle :** Recensement et calibrage des accès routiers existants pouvant desservir la parcelle. Anticipation des conséquences éventuelles liées à la prévisible augmentation du trafic. Analyse des caractéristiques relatives à la desserte du site et description (graphique notamment) des évolutions à apporter à la desserte routière (création d'un carrefour giratoire, modification d'un carrefour existant, création de carrefour, giratoires, tourne à gauche ... etc.). Vérification de la capacité du réseau à permettre le passage des convois pénitenciers.
 - **Electricité :** identifier un interlocuteur local, localiser le ou les points de desserte les plus proches, vérifier les conditions du raccordement et les puissances disponibles, vérifier la présence de réseaux existants sur le site et analyser au besoin les conditions du dévoiement (RTE, ERDF, etc. ...).
 - **Gaz :** identifier un interlocuteur local, localiser le ou les points de desserte les plus proches, vérifier les conditions du raccordement et les débits disponibles, vérifier la présence de réseaux existants sur le site et analyser au besoin les conditions du dévoiement (GRT, GRDF, etc. ...).
 - **AEP – Adduction Eau Potable / Défense incendie :** identifier un interlocuteur local, localiser le ou les points de desserte les plus proches. Vérifier les conditions du raccordement, les diamètres, débits et pression disponible. Vérifier la présence de réseaux existants sur le site et analyser au besoin les conditions du dévoiement.
 - **EU – Eaux Usées :** identifier le gestionnaire local, la station de traitement des eaux de rattachement ainsi que sa capacité à absorber une augmentation des effluents en EH (équivalent habitant). Identifier le ou les points de raccordement les plus proches et les conditions de ce raccordement. En cas d'absence de réseau d'assainissement disponible à proximité, le titulaire proposera au maître d'ouvrage, toutes les solutions alternatives possibles.
 - **Gestion des eaux pluviales :** définir les caractéristiques du site quant aux possibilités d'assurer une gestion optimisée du rejet des eaux pluviales. Identifier les difficultés éventuelles d'infiltrations (recherche bibliographique) et prescrire au besoin une (des) étude(s) spécifique(s).
 - **Télécommunication :** identifier un interlocuteur local, localiser le ou les points de desserte les plus proches, vérifier les conditions du raccordement et les puissances disponibles, vérifier la présence de réseaux existants sur le site et analyser au besoin les conditions du dévoiement (France télécom ou autres opérateurs locaux...).
- **Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet au regard des données relatives aux VRD, et spécifiques au site étudié.**

4.3.5. **Données relatives à l'environnement du site**

- **Voisinage et cohabitation des activités :** le titulaire devra décrire le voisinage immédiat du site et identifier la présence d'équipements, d'installations, d'implantations ou d'activités pouvant représenter un facteur de nuisances pour le futur établissement ou les équipements, installations, implantations ou activités pour lesquels le projet pourrait représenter une nuisance (sonore, voisinage, déchet, pollution, dépréciation de valeur...).
- **Patrimoine historique :** vérifier les périmètres de protection, inscription, classement et recenser les édifices concernés afin d'en déduire les conséquences sur le projet et sur les conditions de sa faisabilité.
- **Patrimoine archéologique :** identifier et analyser le niveau de présomption archéologique en prenant contact auprès des organismes habilités.

- **Patrimoine naturel et écologique :** identifier et recenser tous les sites d'intérêt relatifs à la protection de l'environnement, toutes les données relatives à la protection de la faune et de la flore (analyse des photo-aériennes et de l'occupation du sol, consultation des bases de données locales de biodiversité si existantes, existence d'espèces inscrites comme protégées sur des listes départementales, nationales, enveloppe de probabilité de présence ou d'alerte de zones humides si existantes) et toutes les protections réglementaires mises en œuvre (Cultures ou élevages AOC, EBC, Natura 2000, ZNIEFF, ZICO, arrêté biotope ...) localisés sur ou à proximité du site afin d'en déduire les enjeux écologiques, les contraintes d'ordre réglementaire et les conséquences sur le projet et sur les conditions de sa faisabilité.
- **AEP – protection des puits de captage :** identifier la présence de puits de captage à proximité du site, recenser les réglementations applicables et leur stade d'élaboration et le cas échéant analyser les conditions de voisinage avec le projet d'établissement pénitentiaire.
- **Equipements aéronautiques :** identifier la proximité d'équipements aéronautiques (aéroport, aérodrome ...). Préciser les conditions de fonctionnement de ces équipements (privés, publics, militaires ..., horaires, présence d'une tour de contrôle ..., servitudes aéronautiques applicables, ...) afin d'en déduire les conséquences sur le projet et sur les conditions de sa faisabilité (tant en phase chantier – implantation des grues, qu'en phase exploitation – interdiction de survol).
- **Fréquences radioélectriques et ondes électromagnétiques :** identifier les contraintes relatives aux fréquences radioélectriques et ondes électromagnétiques pouvant agir dans l'environnement du futur établissement. Ces contraintes peuvent conduire à limiter la hauteur des bâtiments.
 - ***Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet au regard des données relatives à l'environnement du site, et spécifiques au site étudié.***

4.3.6. **Données relatives à l'identification des risques :**

- **Géologie :** Rassembler les éléments de connaissance disponibles sur le cadre géologique, sur un périmètre élargi par rapport au secteur concerné. Effectuer une synthèse et une première analyse des données disponibles. Evaluer les surcoûts prévisibles d'infrastructure et superstructure.
- **Hydrologie et hydrographie :** Rassembler les éléments de connaissance disponibles sur le cadre hydrologique et hydrographique (proximité de cours d'eau, présence et profondeur de nappes phréatiques, caractère inondable...), sur un périmètre élargi par rapport au secteur concerné. Effectuer une synthèse et une première analyse des données disponibles.
- **Mines et carrières :** Identifier l'existence de mines et/ou carrières dans l'environnement du secteur concerné et rassembler les éléments de connaissance disponibles.
- **Cavités souterraines :** Identifier l'existence de cavités souterraines en activité ou abandonnées dans l'environnement du secteur concerné et rassembler les éléments de connaissance disponibles.
- **Canalisation de transport de matières dangereuses :** identifier la présence sur le site ou dans son environnement de canalisation de transport de matières dangereuses (gaz, hydrocarbures, produits chimiques) et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Ligne électriques haute tension - HT et très haute tension – THT :** identifier la présence sur le site ou dans son environnement de lignes électriques HT ou THT et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.

- **PPRI – Plan de Prévention du Risque Inondation** : identifier la présence d'un PPRI applicable sur le site ou son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **PPRT – Plan de Prévention des Risques Technologiques** : identifier la présence d'un PPRT applicable sur le site ou son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **PPI – Plan Particulier d'Intervention** : identifier la présence d'un PPI applicable sur le site ou son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **ICPE – Installation Classée pour la Protection de l'Environnement** : identifier la présence d'installation(s) classée(s) à proximité du site ou dans son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Directive SEVESO** : identifier la présence d'installation(s) soumise(s) à la directive SEVESO à proximité du site ou dans son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Risque sismique** : évaluer le risque sismique dans l'environnement du site, analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Pollution** : recenser toute type de pollution affectant ou ayant affecté le site ou son environnement proche, analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Risque industriel et agricole** : identifier la présence d'installation(s) industrielles ou agricoles présentant un risque particulier, à proximité du site ou dans son environnement et analyser les réglementations associées et leurs conséquences sur le projet et les conditions de sa faisabilité.
- **Risque pyrotechnique** : identifier l'existence d'un risque lié à une pollution pyrotechnique sur le site du futur établissement. Le cas échéant effectuer une recherche bibliographique et historique simple des éléments disponibles afin de caractériser la typologie de risque (bombardement, enfouissement, terrain de tir ...)

→ **Et toutes autres données utiles pour apprécier la faisabilité du projet au regard des données socio-économiques, et spécifiques au site étudié** (mouvements de terrains, retrait-gonflement des argiles, feu de forêt, submersion, volcan ...).

4.3.7. Données relatives aux procédures administratives à mettre en œuvre

- **Le titulaire informera le maître d'ouvrage de toutes les éventuelles ambiguïtés réglementaires et de toutes les modifications réglementaires en cours ou à venir pouvant influencer sur le sujet d'étude.**
- **MEC – Mise en compatibilité des documents d'urbanisme** : Compte tenu de l'analyse des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, PADD, SDRIF, DTA etc...) réalisée précédemment et des éléments programmatiques remis par le maître d'ouvrage, le titulaire confirmera la nécessité de mettre en compatibilité les documents d'urbanisme en identifiant les adéquations et les obstacles à l'implantation du projet immobilier du maître d'ouvrage. Il analysera les besoins réglementaires et identifiera les éléments des documents d'urbanisme qui seront nécessaires de faire évoluer (PADD, règlement, plans...) ainsi que la procédure de mise en compatibilité la plus appropriée.
Sont considérés comme documents d'urbanisme, classiquement les SCOT/SD et les POS/PLU et toutes les servitudes annexées, ainsi que les dossiers de ZAC, cartes communales ou autres règles d'urbanisme en l'absence de documents de planification existants.
- **DUP – Déclaration d'Utilité Publique ou DP – Déclaration de Projet** : identifier la nécessité de mettre en œuvre une procédure de DUP ou de DP.

- **EI – Etude d’impact** : identifier la nécessité de mettre en œuvre une étude d’impact et la nécessité de réaliser une étude d’incidence Natura 2000.

Dans le cadre de l'analyse de la nécessité de réaliser ou non une étude d'impact, le titulaire devra indiquer si le projet sera soumis ou non à la procédure dite au cas par cas.

- Le titulaire identifiera aussi la nécessité de mettre en œuvre une étude préalable mesurant l’impact sur l’agriculture et la forêt des travaux envisagés par le projet, en application de la loi d’avenir pour l’agriculture l’alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 et son décret d’application 2016-1190 du 31 août 2016.
- **EE – Evaluation environnementale** : identifier la nécessité de mettre en œuvre une évaluation environnementale. **Dans le cadre de l'analyse de la nécessité de réaliser ou non une évaluation environnementale, le titulaire devra indiquer si le projet sera soumis ou non à la procédure dite au cas par cas.**
- **Application de la réglementation relative à la loi sur l’eau** : identification du régime prévisible d’application de la réglementation liée à la loi sur l’eau (déclaration ou autorisation) en anticipant la taille du bassin versant compte tenu des scénarios d’implantations et de la topographie du site (existante et future). Déterminer en outre si au regard de la nomenclature IOTA, le projet soumis à autorisation doit faire l’objet d’une étude d’impact ou d’un document d’incidence.
- **Identification et détermination des modalités administratives et financières de déroulement de toute(s) autre(s) procédure(s) administrative(s) induites par les caractéristiques du site étudié** (étude d’entrée de ville, ...).

Les procédures d’enquête publique et parcellaire seront gérées directement par le maître d’ouvrage ainsi que la constitution du dossier parcellaire.

ARTICLE 5 : SECONDE PARTIE – DOSSIER DE SITE, ETUDES DIVERSES ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1. MISSION M2 – Etude d’exposition au bruit

Une évaluation soigneuse du niveau d’exposition au bruit du site sera effectuée par le titulaire.

Il présentera préalablement pour cela une méthodologie d’exécution de la mission au maître d’ouvrage. Cette méthodologie devra au moins prévoir :

- la mise en place de mesures à différentes heures du jour et de la nuit et sur au moins 3 jours de semaine, ou 2 jours de semaine et 1 de week-end si besoin est, l’identification des bruits d’ambiance / ponctuels un classement en termes de niveau de nuisance des relevés effectués.

Suite aux relevés réalisés, tenant compte du mur d’enceinte de 6 m de hauteur notamment, le titulaire décrira les éventuelles protections sonores à mettre en place afin de respecter la réglementation en vigueur et fournira une estimation du coût de ces mesures.

L’étude d’exposition au bruit devra mettre en exergue l’impact acoustique de l’environnement sur le futur établissement, et devra également projeter l’impact du projet (bruit des détenus depuis les quartiers d’hébergement et des cours de promenade) sur l’environnement (habitations à proximité) en tenant compte notamment des vents.

Le cas échéant, ces éléments seront intégrés à l'étude d'impact et au dossier de site, et peuvent aboutir à la rédaction de prescriptions spécifiques au projet dans le cadre de l'élaboration du programme.

5.2. MISSION M3 – Etude de pollution lumineuse générée par le futur établissement

Il s'agit de fournir une évaluation de l'impact en termes de pollution lumineuse de l'implantation du futur établissement. L'étude sera notamment constituée d'une simulation lumineuse, d'une analyse des impacts (faune, flore, riverains, ...) et de préconisations.

L'étude sera réalisée à l'échelle de l'agglomération, et à l'échelle de l'environnement immédiat du projet. Les préconisations devront permettre, en cohérence avec les exigences programmatiques techniques des établissements pénitentiaires, de limiter les impacts sur la biodiversité et les populations riveraines.

Le cas échéant, ces éléments seront intégrés à l'étude d'impact et au dossier de site, et peuvent aboutir à la rédaction de prescriptions spécifiques au projet dans le cadre de l'élaboration du programme.

5.3. MISSION M4 – Etude des besoins en réseaux et viabilisation du site

Il s'agit de réaliser une étude technique de faisabilité sur la desserte en réseaux de viabilisation sur le site du projet : eaux pluviales, eaux usées, eaux potables, télécom, électricité, gaz, ...

L'étude abordera les points suivants :

- Le recueil des données d'entrée et l'analyse des besoins
- Les prescriptions en vigueur
- Les équipements spécifiques à chaque réseau
- Les points de raccordement potentiels
- Les éléments de chaque réseau présent sur site ou à proximité

Après autorisation du maître d'ouvrage à prendre les contacts, le titulaire prendra l'attache des concessionnaires pour affiner son étude aux spécificités locales et confronter les ratios pris.

Un point à mi-parcours de la mission devra être effectué entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur pour faire le point sur les éléments reçus de la part des concessionnaires réseaux. Le titulaire est tenu de prévenir sans délai le pouvoir adjudicateur s'il éprouve des difficultés à obtenir des données de la part de certains concessionnaires

Un point d'attention particulier sera porté sur la place disponible sur le site, hors enceinte, pour la mise en œuvre des ouvrages hydrauliques. Des préconisations seront formulées en matière de gestion des eaux pluviales (y compris gestion alternative des eaux pluviales), et de prédimensionnement des dispositifs.

Un plan schématique des amenées de réseaux depuis les réseaux publics les plus proches du site (EU, AEP, Réseaux électriques, téléphone, ...).

Une première estimation de l'impact financier pour le projet immobilier sera élaborée.

Le cas échéant, ces éléments seront intégrés à l'étude d'impact et au dossier de site, et peuvent aboutir à la rédaction de prescriptions spécifiques au projet dans le cadre de l'élaboration du programme.

5.4. MISSION M5 – Etude de la qualité de l'air

La prestation doit permettre d'identifier et de quantifier l'exposition des futurs utilisateurs et personnes détenues aux polluants dans l'air ambiant.

En cas de niveau d'exposition élevé, l'étude devra proposer des mesures pour améliorer la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement pénitentiaire.

La prestation doit également permettre d'évaluer l'impact de l'arrivée de l'établissement pénitentiaire sur la qualité de l'air extérieur.

Cette étude qualité de l'air devra prendre en compte les axes routiers, et les activités industrielles environnantes et les effets cumulés.

Le titulaire devra réaliser l'étude sur la qualité de l'air conformément à la réglementation en vigueur, et notamment conformément à la note technique du CEREMA du 22 février 2019, relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air.

Les prestations sont définies comme suit :

- Préparation : Note méthodologique détaillant les objectifs et les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; planning de l'étude ; recherche, analyse et synthèse documentaire ; prise de contacts locaux ;
- Phase Prospection : Mesures sur site ;
- Phase Synthèse : Synthèse, rédaction et transmission du rapport final, compris les mesures à mettre en place pour améliorer la qualité de l'air à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire.

Le cas échéant, ces éléments seront intégrés à l'étude d'impact et au dossier de site, et peuvent aboutir à la rédaction de prescriptions spécifiques au projet dans le cadre de l'élaboration du programme.

5.5. MISSION M6 – Etude de trafic routier

La prestation doit permettre :

- D'identifier l'état initial du trafic routier aux abords du site étudié
- D'évaluer l'impact du futur établissement pénitentiaire sur le trafic routier alentour :
 - o En phase chantier
 - o En phase exploitation

Cette étude devra ainsi permettre d'estimer, par rapport à un scénario de référence, les trafics supplémentaires générés par le projet d'établissement pénitentiaire et d'analyser leurs impacts, notamment de vérifier que les aménagements de voirie actuels et ceux en projet portés par les collectivités sont aptes à absorber la hausse de trafic.

Le scénario de référence est un scénario « au fil de l'eau, qui prend en compte les évolutions prévues du secteur en l'absence de réalisation du projet d'établissement pénitentiaire ».

- D'évaluer le dimensionnement nécessaire pour les voies d'accès routier du futur établissement pénitentiaire. Le titulaire préconisera l'aménagement le plus adéquat pour desservir le site (caractéristique de l'aménagement, son impact sur le foncier, une estimation du coût des travaux et le détail des études complémentaires à mener).

L'ensemble des projets connus dans le secteur d'étude devront être pris en compte pour l'étude.

Un rapport de synthèse sera remis en fin d'étude.

Le cas échéant, ces éléments seront intégrés à l'étude d'impact et au dossier de site, et peuvent aboutir à la rédaction de prescriptions spécifiques au projet dans le cadre de l'élaboration du programme.

5.6. MISSION M7 – Elaboration du dossier de site

5.6.1. Objet de la mission

Le dossier de site a pour finalité de préciser l'ensemble des contraintes et des risques que les candidats à l'appel d'offres pour le marché de conception réalisation ou le concours de maîtrise d'œuvre doivent prendre en compte dans leur offre et dans leur prix associé. Le dossier de site doit également préciser, après cadrage du pouvoir adjudicateur auprès du titulaire, les limites de prestations et les travaux/prestations à la charge du futur titulaire pour les aménagements d'interfaces, notamment pour les réseaux et équipements associés.

Il est notamment établi à partir des éléments réunis dans les missions amont M1 à M6.

Le titulaire de l'accord-cadre est chargé d'établir les éléments du dossier de site qui relèvent de sa compétence, de rassembler et de présenter ceux établis par ailleurs (levés de géomètre, reconnaissance géotechniques, ...) afin d'assurer une présentation cohérente et synthétique de l'ensemble.

5.6.2. Documents à remettre

5.6.2.1. Recueil de données complémentaires et élaboration du sommaire du dossier de site

Au cours de cette phase, le titulaire doit :

- lister et rechercher les pièces manquantes, tant sur le plan de l'urbanisme et de l'environnement, que sur le plan technique ;
- re-consulter, en tant que de besoin, l'ensemble des services pertinents et notamment les concessionnaires ;
- le cas échéant proposer au maître d'ouvrage toute campagne de mesures et de relevés complémentaire à celles menées dans les phases amont (diagnostic acoustique, sondages géotechniques ...);
- proposer un sommaire du dossier de site que le titulaire de l'accord-cadre est invité à travailler à partir des éléments décrits ci-dessous qu'il complètera et/ou adaptera :
 - **Plan de situation** : échelle agglomération et région, échelle ville, échelle de quartier et quartiers limitrophes ;
 - **Plan de synthèse des scénarii d'implantation** – Il illustre l'état futur : périmètre d'implantation, emprise au sol du bâti projeté, accessibilité, bâtiments existants intégrés dans le scénario, zones de végétation ;
 - **Cartographie « occupation du sol et principales formations végétales 1/1 »** – Elle illustre les caractéristiques de l'existant dans le périmètre donné :

- bâtiments existants (à démolir ou à garder),
 - chemins, routes et rues (goudronnées ou en terre),
 - végétation (arbres, haies, pelouse, terrain nu, ...),
 - installations,
 - topographie,
 - repérage des photos de l'existant,
 -
- **Reportage photographique «Occupation du sol et principales formations végétales ½ »** – Reportage photographique de l'existant (bâti et végétation) dans le périmètre donné et sur ses limites
 - **Infrastructure de transport à l'échelle de l'agglomération** – Stations SNCF, aéroports, autoroutes, ...
 - **Trafics actuels** : principaux axes de trafic autour du site et quantification du volume de trafic,
 - **Plan du réseau de transport en commun** (avec pôles d'échange, parkings, interface avec autoroute, ...)
 - **Reportage photographique illustrant le paysage sur les abords du site** (bâti et végétation)
 - **Perceptions paysagères**: éléments structurants du paysage (bâti, végétation, installation, topographie, activités et fonctions, type de visibilité vers et depuis le site d'implantation, ...
 - **PLU/SCOT – réglementation urbaine** : zonage et contraintes
 - **Caractéristiques climatiques**: diagrammes des précipitations, humidité, ensoleillement, rose des vents, ...
 - **Risques et nuisances**: localisation sur le plan et représentation du rayonnement des aléas éventuels – synthèse cartographique des contraintes
 - **Topographie**: Relief topographique et hydrographie
 - **Géologie**: Types de terrains (formations superficielles, terrains sédimentaires, métamorphiques, ...).
 - **Acoustique**: Le dossier de site doit présenter le niveau d'ambiance sonore sur le site et les mesures d'isolation acoustique que le titulaire doit respecter pour les bâtiments.

- **Enjeux et contraintes environnementaux** : Le dossier de site devra expliciter les enjeux environnementaux du site et les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement, et éventuellement de compensation, que le titulaire doit mettre en œuvre et qui sont à sa charge.
- **Éléments spécifiques au site**

Pour cette phase, le titulaire se rapprochera du programmiste et/ou du bureau d'études chargé de l'élaboration du programme du projet, et de la DDT (Direction Départementale des Territoires) concerné, pour recueillir les éléments d'informations détenus par ces derniers et pour s'assurer de la cohérence des données figurant dans le dossier du site par rapport aux pièces constitutives de programme.

5.6.2.2. Mise en forme du dossier de site

Sur la base du sommaire validé par le maître d'ouvrage et des éléments d'informations récoltés conformément au point 2.2.1 ci-dessus, le titulaire établit une première version du dossier de site. Cette version sera remise dans les délais contractuels prévus au présent accord-cadre.

Après validation du maître d'ouvrage, le titulaire élaborera la version définitive du dossier de site. Cette version sera remise dans les délais contractuels prévus au présent accord-cadre.

Cette version définitive sera complétée par une note de synthèse de deux pages maximum reprenant les principales informations et les points de vigilance. Cette note identifiera clairement les éléments qui devront être impérativement pris en considération par le futur constructeur dans le cadre de la réalisation du projet et sera illustrée par une carte de synthèse des principaux engagements pris dans le cadre du dossier d'étude d'impact et de DUP.

5.7. MISSION M8 – Prestation complémentaire

Pour la réalisation de prestations non comprises dans les missions M1 à M7 et relatives aux aspects de diagnostics de site, le pouvoir adjudicateur disposera de la possibilité de missionner le titulaire du présent accord-cadre. Il s'agira principalement du traitement ponctuel de questions spécifiques ou la réalisation de diagnostics spécifiques en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra aussi missionner le titulaire dans le cadre de la mission M8 afin de compléter ponctuellement ou mettre à jour, y compris sur la base de scénario légèrement différents, les prestations réalisées dans le cadre des missions M1 à M7

Sur la base des prix journaliers proposés dans le présent accord-cadre, les durées d'intervention seront négociées entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

Annexe 1 : Tableau d'analyse site par site

Annexe 2 : Tableau de synthèse inter-site

Commenté [KL1]: A préciser - cette mission ne peut être aussi large il est nécessaire de développer les sujets ou des grands domaines sur lesquels l'entreprise sera amenée à potentiellement à travailler avec si vous le souhaitez un «notamment» pour permettre une ouverture d'autres sujets non prévus

Commenté [CP2R1]: J'ai pu regarder le type prestation réalisée avec cette mission complémentaire dans la version précédente de l'accord cadre.
Le cas le plus courant est de mettre à jour ou compléter des études déjà réalisée, en modifiant légèrement les données d'entrée.
Il y a quelques diagnostics complémentaires très spécifiques (exemple: étude olfactive pour Angers), je préfère ne pas les mentionner car je ne pourrais jamais couvrir toutes les possibilités. Je ne voudrais pas que le titulaire puisse s'en servir plus tard pour rejeter une demande, en disant qu'elle n'était pas évoquée dans le CCTP.

Commenté [KL3R1]: Ok pour les précisions - à indiquer dans le CCAP article 4.5

Commenté [CP4R1]: Fait